



La crise permanente de Marc Chesney

EPFL Press - Presses polytechniques et universitaires romandes, coll. Économie+Management,
2020 (3^e impression, revue) 166 pages, CHF 15.-
ISBN 978-2-889-15363-3

Le récent ouvrage du Professeur Chesney est la troisième édition d'un ouvrage paru en 2015. Il n'en est pas la simple réimpression puisqu'il a été revu, augmenté et qu'il est en partie inédit.

Voici comment l'éditeur le présente: «Il aura suffi d'un virus pour déchirer le voile et révéler l'état de délabrement de notre société, résultat notamment de décennies de financiarisation de l'économie. Défection de l'état au profit des lobbies, décisions politiques à courte vue, services publics à l'abandon, enrichissement croissant des plus nantis, paupérisation galopante, krach écologique, c'est un monde en jachère d'idées et de principes que nous découvrons à l'occasion de cette pandémie. Cette dynamique ne date pas d'hier, comme le rappelle le Professeur Marc Chesney: si nous en percevons aujourd'hui les stigmates, cela fait des décennies que la "crise permanente" volontairement entretenue par un monde financier dévoyé nous touche tous et toutes au quotidien. Le bilan exposé, c'est à une prise de conscience citoyenne à laquelle appelle l'auteur. Des solutions existent, et ce livre coup de poing les identifie. Il nous rappelle également que le monde de demain ne sera autre que celui que nous en ferons.»

ENTRETIEN²

La lecture de votre ouvrage nous rappelle que l'économie est une science sociale et suggère, à l'instar de ce que disais l'économiste Maurice Allais, qu'un économiste qui ne serait qu'un économiste risquerait bien d'être un danger ambulante... À cet égard, vous n'êtes pas tendre dans votre ouvrage avec bien des supposés Prix Nobel d'économie...

Effectivement. Permettez-moi tout d'abord de préciser que le «Prix Nobel d'économie» est une invention journalistique. Il s'agit du «Prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel», créé en 1968 lors du tricentenaire de cette banque qui le finance également. C'est une précision importante. Les mathématiciens, qui ne bénéficient pas d'un Prix Nobel, ont créé l'équivalent, la Médaille Fields, sans se référer à Alfred Nobel. C'est le chemin qu'auraient dû suivre les économistes.

Par ailleurs, grâce à cette tribune médiatique, les lauréats se trouvent alors en position de force pour influencer les politiques économiques des gouvernements, les politiques d'investissement des entreprises et les stratégies d'enseignement et de recherche académiques. Jean Tirole, récipiendaire de ce prix en 2014, a d'ailleurs écrit après sa nomination à Geneviève Fioraso, alors ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, pour bloquer toute tentative d'introduction de pluralisme dans l'appareil académique français. Ce courrier a porté ses fruits, puisqu'aucune nouvelle section ou nouvelle filière universitaire en économie n'a finalement été créée, permettant à la pensée unique de se maintenir.

De nombreux lauréats sont par ailleurs liés à l'école de pensée de Chicago, dont les enseignements ont mené à la crise financière de 2008, et qui malgré cela continue à donner le la dans le monde académique en économie. Deux d'entre eux notamment, Robert Merton et Myron Scholes, «nobélisés» en 1997, ont été ensuite associés à la quasi faillite du fonds d'investissement LTCM en 1998. Il s'agissait du fonds «Long-Term Capital Management», qui n'avait de long terme et de capital que le nom, puisqu'il s'agissait de paris à court terme sur la base d'un endettement record de ce fonds.

L'économie n'est donc qu'une partie d'un tout plus vaste: la vie en société. Vous n'hésitez pas à mentionner des œuvres littéraires, par exemple La Peste d'Albert Camus et L'homme sans qualité de Robert Musil. Pouvez-vous les resituer?

² Propos recueillis par Alain Max Guénette

La littérature donne souvent des clés pour comprendre les crises et appréhender les drames qui se nouent dans de telles situations. L'œuvre d'Albert Camus ne fait pas exception.

La Peste, en particulier, peut se lire comme une métaphore de la peste brune, c'est-à-dire du nazisme qui, en se propageant, sème mort et désolation. Ce roman est également prophétique, dans la mesure où il anticipe et dépeint l'apparition et la diffusion d'une épidémie. Si la ville d'Oran fut coupée du monde pour contenir la propagation de la peste, ce sont des individus qui, à l'heure de la globalisation, se sont trouvés confinés tandis que les pays fermaient unes à unes leurs frontières. Le monde s'est isolé... de lui-même. Ce qui était inimaginable encore récemment est devenu réalité. L'économie s'est retrouvée presque à l'arrêt. Notre espace vital s'est considérablement réduit. La marche du temps s'est enrayée, tout juste rythmée par le décompte macabre des morts quotidiens.

Les personnages clés du roman ont alors refait surface, sans que le temps n'ait semblé avoir d'emprise sur eux. Après des dizaines d'années d'assoupissement, les voici, presque oubliés, à peine empoussiérés, émergeant de l'œuvre en se réincarnant, chacun à sa manière: le docteur Rieux, tout d'abord, en un personnel médical engagé et courageux, demeuré en première ligne dans ce combat de tous les instants.

Les représentants de l'administration ensuite, française en l'occurrence, ont été tout aussi présents. Naviguant à vue, ils ont envoyé le personnel soignant au front, sans l'équipement nécessaire, en particulier en termes de masques et de respirateurs.

Les profiteurs, enfin, ceux qui dans *La Peste* prospèrent grâce au marché noir, sont à leur tour revenus, sous d'autres formes. Tandis que des escrocs tentaient de revendre des masques à prix exorbitants, des fonds spéculatifs pariaient en toute légalité sur l'insolvabilité d'entreprises, voire de pays, en amassant ainsi de copieux bénéfices. Tel est toujours le cas actuellement.

Dans son roman inachevé *L'homme sans qualités*, Robert Musil met en scène un groupe d'intellectuels et de hauts fonctionnaires qui, avant 1914, se propose d'organiser en 1918 à Vienne les célébrations du jubilé de François-Joseph, l'«Empereur de la Paix». Il en va bien entendu tout autrement: la guerre éclate, l'empereur meurt en 1916, avant que l'Empire austro-hongrois ne disparaisse en 1918. Des millions de citoyens, appelés au sacrifice suprême par les nations, tombent «au champ d'honneur» dans l'intervalle. Ce roman fait écho à la situation actuelle. Plus d'un siècle après, ce sont les marchés financiers et leurs convulsions qui entraînent l'économie et la société dans une logique dangereuse. Chercher à les satisfaire est tout aussi vain que de vouloir à la veille de la Première Guerre mondiale célébrer un empereur de la paix.

Venons-en à votre ouvrage critique. Quel diagnostic posez-vous précisément relativement à la «crise permanente» que nous vivons depuis un peu plus d'un siècle? Quelles pistes de solutions préconisez-vous?

Avant l'apparition de la Covid-19, le titre de ce livre aurait pu surprendre. Évoquer une «crise permanente» alors que les médias, encore jusqu'à fin 2019, faisait état d'une reprise de la croissance, semble paradoxal. Selon les commentateurs autorisés, les «fondamentaux» économiques étaient bons, voire excellents. Pour preuve, des bourses florissantes jusqu'à fin 2019.

Étonnamment, aucun média n'avait daigné signaler le caractère artificiel de cette croissance, qui repose principalement sur une hypertrophie du volume de la dette mondiale et que la pandémie va encore accentuer, ou mentionner la déconnexion toujours plus importante entre les performances boursières et celles des entreprises et de l'économie. Les injections permanentes par les banques centrales de montants gigantesques dans le secteur financier ont permis aux grandes banques de se maintenir à flot et de conserver les nombreux avantages dont elles bénéficient, souvent aux frais de la société et de l'économie.

L'amélioration des statistiques de l'emploi constituait, jusqu'à fin 2019, un autre de ces «fondamentaux» encourageants aux yeux des éditorialistes. Que de nombreux chômeurs soient rayés des statistiques, transformés en travailleurs pauvres ou en retraités démunis semble anecdotique. Tout comme l'augmentation de la précarisation du travail et du sous-emploi, alors que le développement des nouvelles technologies et de la digitalisation de l'économie aurait dû produire davantage de temps libre pour chacun. Quant au ruissellement, souvent mis en avant par les médias, il ne semble plus obéir aux lois de la pesanteur, puisqu'opérant du bas vers le haut, il permet à ceux qui possèdent des fortunes déjà considérables d'en accumuler plus encore.

Comme le mouvement des gilets jaunes en a témoigné, la situation est difficile pour une grande partie de la population mondiale. Dans mon livre, j'analyse la financiarisation de l'économie et de la société aujourd'hui à l'œuvre, le rôle des grandes banques et des fonds spéculatifs dans ce processus ainsi que le déclin d'une civilisation qui confond l'être avec l'avoir et le paraître. Je décris l'état d'esprit des croupiers de la finance et des mercenaires de la guerre financière, dont nous pâtissons au quotidien.

Ce constat permet de dégager les lignes de force de solutions véritables. Vu le rôle central que joue la dette dans le cadre du néo-libéralisme, ce dont il s'agit est tout d'abord de fortement la réduire. C'est-à-dire qu'il faudrait examiner la situation dans chaque pays et décider quelles dettes seront remboursées et lesquelles ne le seront pas. Annuler une partie de la dette est aujourd'hui essentiel pour réduire l'incertitude et la précarité croissantes. Deuxièmement, réduire le pouvoir de la finance casino signifie interdire les paris et autres produits financiers toxiques, c'est-à-dire ceux dont pâtissent systématiquement leurs acquéreurs et le contribuable. Tertio, imposer une micro-taxe sur le volume exorbitant des transactions électroniques permettrait de réduire ce volume, d'introduire des grains de sable dans les rouages de la finance casino et de générer un revenu susceptible de faire disparaître certains impôts, dont la TVA. Enfin, la puissance monopoliste ou cartelliste des GAFAs devrait être appréhendée comme il se faut, et ne plus être tolérée.

Votre point de vue semble assez proche de celui de Thomas Piketty: est-ce le cas? Sinon, en quoi votre analyse diffère-t-elle de la sienne?

J'ai le plus grand respect pour les travaux de Thomas Piketty. Un commentaire cependant: ses travaux concernant la distribution des revenus se fondent sur les déclarations d'impôts; or, l'existence de paradis fiscaux, de produits financiers complexes et de montages comptables opaques facilite le camouflage de vastes fortunes. Ainsi, les inégalités sociales sont en réalité encore pires que celles qu'il décrit dans son livre, *Le Capital au XXIe siècle*. Dans de nombreux pays, les différences de revenus ont aujourd'hui atteint des niveaux extrêmes et sans précédent.

Le modèle économique à l'œuvre paraît de plus en plus marqué par des actes de prédation de la part des «élites» ou, comme vous l'écrivez, de ceux et celles qui prétendent l'être. Partagez-vous ce sentiment avec certains de vos collègues, notamment Jay Galbraith ou de Yanis Varoufakis?

Les inégalités sociales ont pris une ampleur inconnue jusqu'à ce jour. Jamais dans l'histoire, des fortunes considérables ne s'étaient concentrées en si peu de mains et de temps. Ce processus accroît terriblement la pauvreté et la précarité des classes sociales défavorisées ou en voie de l'être. Il s'accompagne d'un cynisme, voire d'une arrogance sans limite de la part de l'infime pourcentage de la population mondiale qui en bénéficie. Cette concentration insensée de richesse est due à la conjonction de deux phénomènes: la financiarisation et la digitalisation de l'économie, caractéristiques de l'actuel néo-libéralisme. Le premier soumet l'économie et la société aux intérêts d'un secteur financier en roue libre. Le second phénomène, est un processus qui résulte des progrès de l'informatique, d'internet et de l'intelligence artificielle en particulier. Il a pour conséquence de générer un sous-emploi manifeste, accéléré par la Covid-19.

Les puissants intérêts financiers des «élites» dominantes vont à l'encontre de notre bien-être et de notre santé. L'économie actuelle est malsaine et prédatrice. Elle doit être fondamentalement repensée, au risque de nous emporter dans sa course folle. Il s'agit d'une économie qui, fièrement et méticuleusement, comptabilise sa production annuelle par le biais du PIB, mais se refuse à considérer ce qu'elle détruit dans le même temps à grande échelle. D'une économie qui s'enorgueillit de pouvoir placer des satellites dans l'espace à la recherche d'eau ou d'embryons de vie sur d'autres planètes mais qui, sur la planète Terre, est incapable de préserver et de promouvoir le vivant comme elle se devrait.

Pensez-vous l'analyse marxiste encore utile aujourd'hui, et à quel point?

L'analyse marxiste, comme d'autres, est bannie des enseignements en économie. C'est un tort. Que l'on pense être pour ou contre, elle mérite au préalable d'être connue et analysée. Le néo-libéralisme ne tolère aucune autre analyse et exerce une dictature de fait dans le domaine de la réflexion en économie. Maintenant, pour répondre précisément à votre question, chaque école de pensée est liée à une époque. Le marxisme ne fait pas exception. Il s'est développé à la fin du 19^{ème} siècle, en plein essor du capitalisme. Globalement, des années 1870 jusqu'au début de la première guerre mondiale, la mise en application de politiques inspirées du libéralisme a permis à l'humanité de connaître un développement sans précédent, tant dans les domaines économiques et scientifiques que sociaux. Karl Marx analysa les contradictions dont le capitalisme était porteur. Aujourd'hui, après s'être transformé au cours du temps, le capitalisme, dans sa forme occidentale actuelle, le néo-libéralisme, est à bout de souffle et menace d'entraîner l'humanité dans sa folle course. Tous les voyants sont au rouge: le réchauffement climatique, la pollution, la crise sanitaire liée au développement des pandémies, les risques de guerre, ainsi que les crises financières et l'augmentation insensée des disparités sociales, sans parler de la vacuité morale et intellectuelle caractéristique d'un certain nombre de dirigeants politiques au niveau international, dont le futur ex-président des États-Unis, Donald Trump. Appréhender la situation actuelle requiert l'utilisation d'analyses passées, la marxiste, la keynésienne, la néo-libérale... Elle nécessite aussi le développement d'une nouvelle école de pensée, adaptée aux contextes et aux défis actuels.

Votre récent ouvrage est la réimpression d'un livre paru initialement en 2015. Est-ce l'événement que constitue la COVID-19 qui la rendait nécessaire?

Il ne s'agit pas d'une simple réimpression. D'une part, j'ai affiné et renforcé mon argumentation sur de nombreux points. D'une part, j'ai mis à jour mon livre en tenant compte, en particulier, des leçons à tirer de l'épidémie actuelle et de son traitement médiatique.

Force est de constater que la Covid-19 et ses conséquences sont des événements majeurs, d'ordre non seulement sanitaire mais aussi social, économique et politique. Cette pandémie marquera fort probablement notre époque d'un sceau indélébile. Ses origines et incidences s'inscrivent pleinement dans la perspective de crise permanente décrite dans ce livre. Plus généralement, j'analyse un contexte global éminemment instable et propice aux catastrophes de toute nature.

Quels problèmes cette prise en compte de la mondialisation et sa démesure vous semble-t-elle entraîner? Plus précisément dit, dans quelle mesure se télescopent le monde dicté par les «lois» de l'économie et celui qui a émergé, dicté par celles de l'écologie? Quels problèmes et quelles conséquences possibles?

Il ne saurait y avoir de contradiction entre une économie digne de ce nom et l'écologie. Une économie dont la croissance est basée sur la destruction du vivant, est un dangereux contre-sens.

Paradoxalement, il a fallu que la production soit presque à l'arrêt, en mars, avril et mai 2020, pour que les niveaux de pollution diminuent, que l'on respire mieux et que la nature commence à reprendre ses droits. En temps «normal», chaque année, environ 9 millions de personnes de par le monde meurent prématurément de maladies pulmonaires liées à la pollution de l'air. C'est dire si l'économie dysfonctionne et si un retour à la «normalité» serait dangereux. Mettre en œuvre une transition vers une économie qui respecte le vivant est précisément l'objectif à atteindre pour tenter d'éviter de nouvelles catastrophes.

Pour cela, ce dont il s'agit maintenant est ni plus ni moins que de mettre à plat le mode de fonctionnement économique actuel afin d'en identifier les caractéristiques mortifères et de les traiter, tout comme le ferait un médecin face à un cancer. C'est ambitieux, mais quels seraient les autres choix? Fermer pudiquement les yeux? Laisser aux générations à venir un climat dérégulé, un environnement dégradé et propice aux pandémies à répétition ainsi qu'une société déshumanisée et fondée sur un contrôle extrême de la population, au-delà même des fictions décrites dans les romans *Paris au XXe siècle* de Jules Verne et *1984* de George Orwell? Ce serait irresponsable.

Enfin, vous avez évoqué des «lois» de l'économie. Permettez-moi de préciser que l'économie, contrairement à la physique par exemple, ne connaît aucune loi fondamentale. Ses résultats principaux dépendent d'hypothèses, qui sont satisfaites ou non, suivant le contexte, économique, social... Par contre, elle se doit d'obéir à un principe de base: placer l'homme au centre de ses intérêts et lui fournir le bien-être, en particulier matériel, requis.

De manière plus concrète, que pensez-vous de la façon dont cette crise a été gérée et continuée de l'être?

Lorsque la nature n'est pas respectée, elle émet des signaux qu'il s'agit de savoir lire et interpréter. Le réchauffement climatique est l'un d'eux. Il est lié aux émissions démesurées

de CO2. L'augmentation de la fréquence des pandémies en est un autre. Elle est le signal du danger que représentent la perte de biodiversité et la déforestation, inhérentes aux dysfonctionnements actuels de l'économie. Ainsi, c'est l'économie dans sa soi-disant normalité, qui accroît considérablement la fréquence d'apparition des épidémies. Leur diffusion accélérée provient de la mondialisation de l'économie et plus particulièrement des accords de libre-échange. Or, depuis l'apparition de cette pandémie, aucune décision politique n'a été prise pour stopper la déforestation ou pour mener une véritable réflexion critique au sujet de la globalisation. Ainsi, au niveau international les symptômes de la pandémie ont été traités, et ce d'ailleurs de manière plutôt chaotique, mais pas les causes. Ce n'est pas de bonne augure pour l'avenir.

* * *